

POUR GAGNER ENSEMBLE !

Depuis un an, les attaques menées par Sarkozy et son gouvernement sont générales ♦ Elles fusent de partout : salaires, retraites, protection sociale, droit du travail, services publics... ♦ Le bilan de ces mesures est évidemment fort éloigné des objectifs officiellement mis en avant ♦ Une majorité toujours plus importante de la population subit des conditions de vie de plus en plus difficiles : salaires trop bas, minima sociaux trop faibles, précarité croissante du travail, du logement, de l'accès aux soins, etc. ♦ Restructurations et licenciements se poursuivent malgré l'affichage à la baisse des chiffres officiels du chômage ♦ Dans le même temps, la chasse aux étrangers et les atteintes aux libertés fondamentales s'intensifient ♦ Face à ce constat, les résistances sectorielles se multiplient ♦ Cependant, celles-ci ne peuvent suffire ♦ Pour espérer gagner il est indispensable de préparer l'organisation d'une riposte générale d'envergure ♦

Aujourd'hui, des luttes collectives il y en a !

Lycéen-ne-s en grève : Les lycéen-ne-s ont montré la voie ces dernières semaines. A juste titre préoccupés par leur avenir, les jeunes se sont mis en grève, ont manifesté par dizaines de milliers à plusieurs reprises. Le plan du gouvernement est simple : renforcer les inégalités liées aux origines sociales, ne former qu'une " élite " destinée à conduire les affaires dans le respect des principes ultra libéraux, et modeler la majorité des jeunes pour les seuls besoins du patronat (disparition des BEP, multiplication des " diplômes d'entreprise ", suppression d'une année d'études en lycée professionnel, etc.). Avec SUD Etudiant, SUD Lycéens, l'Union Syndicale Solidaires est partie prenante de ces mouvements.

Enseignant-e-s en grève : Nombre d'enseignant-e-s ont rejoint les lycéen-ne-s en lutte. Le remodelage de l'Education Nationale aura aussi des conséquences sur le personnel : suppression d'emplois, remise en cause de toute liberté pédagogique, classes surchargés, programmes réactionnaires imposés, etc.). Dans plusieurs académies scolaires, l'unité syndicale s'est déjà faite, rassemblant SUD Education, FSU, CGT, FO, CNT... Elle doit se prolonger au plan national en mai, après les vacances scolaires...

Salarié-e-s du privé en grève : Les salarié-e-s du secteur privé sont aussi en première ligne. Les salaires sont si bas que le nombre de travailleurs pauvres (même au sens des technocratiques indices officiels !) ne cessent de croître. Malgré un patronat répressif, les salariés du privé reprennent confiance dans l'action collective. Les grèves dans la grande distribution comme à Carrefour, Auchan, La Redoute... illustrent notamment cette résistance ouvrière bien réelle. Différents syndicats membres de Solidaires sont engagés dans ces combats.

Sans-papiers en grève : Pour obtenir des marges bénéficiaires encore plus importantes, le patronat recherche à nous payer le moins possible. L'emploi de travailleurs immigrés sans-papiers lui permet une exploitation encore plus grande, car ces salarié-e-s sont maintenus dans une situation de non-droit total. Dans la restauration, le nettoyage, le commerce, le gardiennage... des centaines de travailleurs sans-papiers se sont mis en grève en Ile-de-France et des initiatives similaires se préparent en province. Solidaires soutient les grévistes : ils/elles vivent ici, ils/elles travaillent ici, ils/elles restent ici ! Il n'est pas acceptable que des êtres humains en soient réduits à n'être qu'une force de travail, une marchandise que l'on prend puis que l'on jette, que l'on exploite puis qu'on expulse. Nous revendiquons leur régularisation, pour qu'ils/elles puissent défendre leurs droits, faire respecter le Code du travail, les conventions collectives... et vivre ici.

Agents de la Fonction publique en grève : La Fonction publique dans son ensemble est une cible privilégiée de ce gouvernement... même si nombre de ministres en cumulent le traitement avec leurs divers autres émoluments. Danger sans précédent, la RGPP (Révision générale des politiques publiques) est tant un recul social qu'un choix politique de société (dans un sens totalement libéral). Faisant croire qu'il répond au problème des mutations, le gouvernement annonce un " plan mobilité ". Mais de l'amélioration statutaire du dispositif de mutation il n'a que faire ! En fait, il entend supprimer des dizaines de milliers d'emplois, et rayer de la carte de très nombreux services de proximité utiles à chacun. Aux mouvements de grève importants qui touchent Douanes, Impôts, Trésor, Météo, Culture... il faut offrir une suite nationale, unitaire ; c'est à cela que travaille Solidaires dans le cadre de l'intersyndicale de la Fonction publique.

144 Bd de la Villette
75 019 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org

De nouvelles menaces déjà bien présentes

Santé : Dans sa frénésie anti-services publics, l'hôpital est particulièrement visé. Privatisation des uns, disparition des autres (car pas assez "rentables" !), voilà ce que ce gouvernement appelle une "réforme". Là encore, le personnel hospitalier en subira les conséquences, mais au-delà nous sommes tous visés par cette remise en cause du droit à la santé. L'existence de services publics de qualité sur l'ensemble du territoire est la condition pour l'accès de tous et toutes à des droits fondamentaux comme l'éducation, le transport, l'énergie, la culture ou la santé... Salariés, nous sommes aussi usagers des services publics : ensemble, nous devons les défendre !

Chômeurs et chômeuses stigmatisés... : Les chômeurs et chômeuses toujours plus stigmatisés, à l'exemple du retour de l'obligation de pointer pour les plus de 57,5 ans, sont parmi les premières victimes d'une politique qui supprime les emplois stables par dizaines de milliers, institutionnalise la précarité et la pauvreté, utilisée comme moyen de pression sur l'ensemble du salariat.

Code du travail piétiné... : Au contraire des syndicalistes qui se battent pour que tous les travailleurs disposent de droits sociaux, le gouvernement essaie de réduire les droits de tous. Le saccage du Code du travail mis en œuvre à compter du 1er mai participe de ce processus. La "rupture amiable du contrat de travail" est une fumisterie : à qui fera-t-on croire que salarié et patron sont dans un rapport égalitaire, qui plus est lorsqu'il s'agit de licenciement ! Ce n'est là qu'un exemple des méfaits des dispositions réactionnaires introduites dans le Code du travail.

Retraites menacées... : Le gouvernement a annoncé que ce deuxième trimestre serait consacré à la suite de la contre-réforme des retraites. En application de la loi Fillon de 2003, il s'agit de revoir encore la baisse des pensions de retraites, notamment en allongeant la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein, de 40 à 41 annuités. Les syndicats Solidaires rappellent qu'il n'y a pas "de problème des retraites en France", mais seulement une incroyable inégalité dans la répartition des richesses produites collectivement. Les cadeaux faits au patronat, la fraude fiscale des très hauts revenus, les parachutes dorés des patrons qui font couler leur boîte, les valises à billets du MEDEF, ... avec tout cela même le retour aux 37,5 annuités pour tous est très, très largement assuré. Salariés du secteur privé, de la fonction publique, des régimes spéciaux, nous sommes tous concernés par cette nouvelle attaque contre notre régime de retraite. Ensemble, notre force peut nous permettre de mettre en échec le gouvernement.

Une riposte générale d'envergure s'impose

De la grève des cheminots, agents de la RATP et salariés de l'Opéra de Paris au dernier trimestre 2007, on peut tirer au moins deux enseignements : 1/ Face à la coalition patrons/gouvernement qui veut casser tous nos acquis sociaux, il est possible de résister mais cela passe par des mouvements reconductibles, gérés démocratiquement par les Assemblées Générales de grévistes, avec des syndicats qui doivent s'unir et coordonner au niveau national la lutte, dont le caractère interprofessionnel est nécessaire. 2/ L'éclatement de nos combats, la négociation secteur par secteur, la négociation "à froid" en abandonnant le rapport de forces de la grève, facilitent la tâche des patrons et du gouvernement.

C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires :

- **soutient les luttes en cours**
- **appelle à l'unité syndicale pour les renforcer**
- **travaille à leur coordination**

Dans la rue aussi, montrons notre détermination :
Pour un 1er mai solidaire et de luttes :
soyons nombreuses
et nombreux aux manifestations !